

Journal de campagne N° 1

La campagne s'engage, comme il était prévisible, d'une façon assez putride. Il sera temps de revenir sur le comportement des extrêmes lorsque les choses se décanteront un peu. En ce qui concerne les deux partis les plus importants, les luttes de personnes, plus que d'idées, ont commencé ou plus exactement se poursuivent, on ira jusqu'à la mise à mort.

Ségolène, elle, devient la femme à abattre, tous les coups (bas) seront permis, venant de la droite comme de la gauche, non seulement des plus agités de l'extrême gauche, mais également d'un certain nombre de membres du P.S. : « Mon Dieu protégez-moi de mes amis, mes ennemis, je m'en charge »...

Fabius fait donner sa garde prétorienne, avec, au premier rang Mélenchon. On n'est jamais déçu avec celui-là : il ose, c'est dans sa nature : « *Ils osent tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît !* ». Il faudra ajouter les supporters de Jospin (il en reste peu qui ne seront pas tentés de se rallier et de voler vers la victoire si elle possible), Allègre, sans doute s'il est cohérent avec ses positions antérieures (bien que ses propos tous azimuts, notamment sur le réchauffement de la planète laissent à penser que son disque dur soit en dérangement), et quelques autres. Pour DSK, on verra... Sonnera-t-il l'hallali, ou préférera-t-il se réserver une porte de sortie lui permettant d'espérer un poste de premier ministre, au cas où... ? Sa position à venir dépendra de la tournure que prendront les événements.

Les fabiusiens lancent des attaques, notamment sur la question de la Nation, oubliant (ou ignorant) qu'avant les dérives de la droite nationaliste, la Nation est une idée de Gauche !

La gauche et la droite dénie à Ségolène la compétence nécessaire à la pratique du pouvoir. Je reviendrai sur quelques points de ce que fut la pratique de Fabius : il faudra, au besoin, rouvrir les dossiers !

Quant à la droite, rappelons – un exemple parmi tant d'autres - la gestion catastrophique de Raffarin et de Villepin : promesses sans financement, endettement en progression vertigineuse de la France. Des auteurs sérieux ont écrit là-dessus, sur l'ardoise que nous laissons aux générations qui viennent. Mais la droite se veut gestionnaire !

Il est vrai que Mitterrand a plombé considérablement l'économie française lors des nationalisations qui ont été opérées de la façon la plus stupide qui soit (voir le livre de Rocard : *Si la gauche savait*). Tonton ne connaissait rien à l'économie, même s'il avait des amis dans la finance (Roger-Patrice Pelat, inculpé pour délit d'initié en 1989, dans l'affaire Péchiney-Triangle). Mais à droite, Juppé, « *le meilleur d'entre nous* », disait Chirac, n'avait-il pas décidé, en 1996, de vendre Thomson à Daewoo pour 1 franc symbolique, après une recapitalisation qui se comptait en milliards de francs : « *Thomson multimédia je le répète, ça vaut un franc symbolique après une*

recapitalisation, pour l'instant ça ne vaut rien », affirmait-il. On voit la justesse de l'analyse de Juppé qui nomma, à la mi-mars 1997, Thierry Breton (déjà) à la tête du groupe électronique, avec pour mission de mener Thomson Multimédia à la privatisation. Du grand art !

Dans le camp de la droite, les grandes manœuvres sont commencées : il s'agit pour Chirac et ses proches d'en finir avec Sarkozy. Un chroniqueur de télévision comparait l'agitation du ministre de l'Intérieur à celle du lapin Duracell, il ne serait pas inexact, poursuivant la métaphore, de considérer que Chirac veut la peau de Roger Rabbit.

Dans l'état actuel des choses, il n'est pas possible de prévoir quels seront les protagonistes du second tour ; il n'est pas impossible que ce ne soient ni Sarko ni Ségolène qui ont, chacun dans leur camp, des adversaires qui préfèrent perdre les élections que de voir l'un ou l'autre victorieux.

Le cas Chirac

Le cas Chirac demeure surprenant, mais il l'a toujours été. Aux affaires depuis quarante ans, il a été constamment réélu, non sans manœuvres mais démocratiquement malgré tout. Certes il a toujours manœuvré, il a toujours utilisé tous les moyens les moins honnêtes, il a multiplié les mensonges, trahi les siens, les autres. Mais tout le monde le savait et le sait encore ; aucun de ceux qui ont voté pour lui n'a été conduit aux urnes avec une baïonnette dans le dos. Je n'ai personnellement jamais voté Chirac – question d'éthique personnelle - même pas en 2002 où j'ai mis un bulletin nul, pour un scrutin nul !

Ce qu'il y a de pire chez lui (comme chez Mitterrand), cela a été de pervertir la politique et la moralité des citoyens. Quelques mois avant les élections de 2002, il était englué dans les affaires. Un soir, en achetant mon journal, en lisant les titres et en voyant le dessin de Cabu, je ne puis m'empêcher de pester devant la situation de la France réduite au rang de République bananière. Celui qui me suit fait le même constat, alors le kiosquier s'insurge : « *il a bien raison, si j'étais à sa place, je ferais pareil !* »

Tout est dit, il n'y a plus qu'à tirer l'échelle : étonnez-vous après que nos compatriotes éprouvent le vertige devant une situation devenue incontrôlable, sauf à prendre les voies d'une réforme juste et rigoureuse, alors que, dès le début, la campagne part à la dérive. Mais lorsque Ségolène et Bayrou disent cela, Fabius et quelques autres poussent des cris de pucelles outragées : il faut à tout prix, à les en croire, éviter d'envisager de refonder la politique autrement. Le premier ministre et le ministre des finances vous le jurent, la situation [la leur] est bonne, le fromage abondant, les prébendes et sinécures innombrables pour les gens de l'appareil ; jamais la

Nomenklatura ne s'est si bien portée. La caste du Tout-État qui nous gouverne tient l'ensemble des leviers.

Les socialistes, eux, ont ligoté les pieds de Ségolène à des semelles de plomb : un programme à l'ancienne, des mots, des mots « *words, words* » et ces bonnes solutions archaïques qui conduisent aux mêmes impasses. Quant à Bayrou, il apporte certes des idées neuves, une véritable envie de faire bouger les choses, notamment en brisant le verrou des institutions et des vieilles pratiques qui conduisent le pays à l'échec le plus grave ; mais on l'a à l'œil, on veut lui faire la peau à lui aussi, comme après la présidentielle de 2002.

On voit la suite, ici encore grandes manœuvres des médias et de l'appareil des partis : de Robien et quelques autres vont tenter de discréditer le patron de l'UDF. Les médias, propriété des grands groupes industriels, qui contrôlent en sous-main, une bonne partie de l'appareil d'État, veulent l'exclure du débat. Alors qu'il apparaît - sur Internet - qu'il est peut-être celui qui a les faveurs du plus grand nombre de citoyens, les médias « officiels », télévisions, radios, affirment, eux, qu'il n'existe pas, ou plus, ou de moins en moins. Evidemment puisque ce sont eux qui font la pluie et le beau temps, qui ont déjà liquidé Jospin en 2002, réalisant ainsi le premier coup d'État médiatique en commençant, systématiquement - pendant un an - tous les journaux télévisés par des voitures incendiées, des visages tuméfiés. Version modernisée du « *Viol des foules par la propagande politique* » ; nouvelle version de « *La trahison des clercs* », sauf que prendre les journalistes pour des clercs, c'est osé...

Hier le quatrième pouvoir était la condition nécessaire, mais pas suffisante, des libertés démocratiques ; est-on bien assuré aujourd'hui que la presse garantisse, en France comme dans les États-Unis de Bush, les libertés démocratiques ? Les collusions avec le pouvoir ne sont-elles pas trop nombreuses, ils sont quelques-uns, placés aux endroits stratégiques qui partagent tout avec les politiques : mêmes avions, mêmes hôtels, mêmes maîtresses ; ça crée des liens ! Les dix ou douze journalistes ou présentateurs d'émissions qui contrôlent l'ensemble du système, qui *collaborent* - écrit justement Bourdieu dans *Sur la télévision*, texte auquel il n'y a rien à ajouter ni retranche - avec le pouvoir, risquent plus d'attraper la légion d'honneur qu'une balle du type de celle qui a tué Anna Politkovskaïa.

Curieux Chirac !

Curieux Chirac, curieux électeurs qui l'ont toujours porté au pouvoir. Il a réussi là où les trois premiers ministres les plus intéressants de la cinquième République ont connu l'échec dans leur tentative d'accéder à la Présidence, l'un de droite, l'autre de gauche, l'autre du centre : Chaban (trahi par Chirac), Rocard (liquidé dans/par son propre parti) et Barre.

Curieux Chirac : il a besoin d'un film pour découvrir l'injustice faite aux soldats d'Afrique qui ont combattu pour la France. Nous sommes en 2006, la question est posée depuis 1959 ! L'attitude des gouvernements successifs a été scandaleuse dans cette affaire, comme dans la situation faite aux Harkis. Chirac n'avait-il pas fait des promesses à ce sujet en 1975 et en 2002 ?

Curieux Chirac qui affirme aujourd'hui qu'aucune législation sur les questions professionnelles ne pourra voir le jour sans concertation des partenaires : patronat, syndicats, organismes professionnels. On croit rêver ; s'il dit cela à un cheval de bois, il risque de recevoir une ruade !

Rappelons qu'en 1969-70, Jacques Chaban-Delmas a posé les fondements de la seule politique moderne allant dans ce sens, cela s'appelait la Nouvelle Société. Politique dont les principes avaient été établis par Delors et Simon Nora. On sait la suite, la Bande des Quatre : Pompidou, Juillet, M.F. Garaud [qui n'a pas hésité à sortir un ouvrage, dont le très chevènementiste Max Gallo n'a pas hésité à dire le plus grand bien, ce qui ne surprendra personne] et Chirac ont tout fait pour casser cette politique. Chaban a été renvoyé, trahi puis battu aux présidentielles, la représentation syndicale a été réduite des 2/3 depuis 1970 ! Comment dès lors mettre en place une politique cohérente en s'appuyant sur un mouvement syndical qui représente 8% du monde du travail ? Il faudrait relancer la syndicalisation en la généralisant à l'ensemble des travailleurs, proposition faite par quelques-uns : Alain Minc, Ségolène, par exemple.

Proposition vivement refusée. Par qui ? Par les syndicats, évidemment, dont les leaders ne veulent pas voir leur influence remise en cause, car, effectivement ils seraient contraints de définir une action correspondant véritablement aux désirs et attentes de leurs mandants, ce dont ils ne veulent pas. Mais dans le même temps la très faible syndicalisation actuelle provient du fait que les travailleurs ne se reconnaissent pas – à juste titre – dans la politique globale menée par les syndicats. Mais il faudra revenir sur ce point et nuancer le propos ; là-dessus encore il faut (re)lire ce qu'écrit Rocard sur la négociation absolument nécessaire avec les syndicats et qu'il est possible de mener à bien, souvent, dans un respect mutuel.

En tenant ces propos, Chirac prône, à sa façon, la rupture avec les pratiques en cours : l'exercice solitaire du pouvoir, dont la loi sur le CPE fut le plus bel exemple récent. Mais que signifierait une telle rupture avec soi-même, avec toutes ses pratiques antérieures, au moment même où il s'apprête (ou devrait s'apprêter) à quitter le pouvoir ? Schizophrénie ou provocation ? De Gaulle considérait parfois les Français comme des veaux, Chirac les prend pour des gogos.

Il a été aux affaires pendant quarante ans, président pendant douze ans. Il veut certes assurer son image pour la suite, pour les comptes qu'il aura à rendre à l'Histoire. Quelques points seront à son actif : la reconnaissance de la culpabilité de la France sous Vichy, le fait de ne pas avoir suivi Bush et Blair dans la seconde guerre d'Irak, les efforts déployés pour tenter d'œuvrer pour la paix

au Moyen-Orient. Tout ceci est important. Mais pour le reste, quel bilan ! Quelle panade ! On objectera à juste titre que Mitterrand n'a pas fait mieux, mais c'est l'ensemble du pays, ce sont tous les citoyens qui dans une démocratie sont coresponsables des dérives. Ils les ont élus, ils les ont choisis, ils ont choisi de laisser sur le bas côté des hommes de valeur, infiniment plus honnêtes.

Mendès-France, Chaban, Rocard, Barre n'ont pu jouer que des rôles mineurs ; Delors a renoncé, il se refusait de mentir au pays ou au parti : mentir au pays parce que l'opinion publique, parti, syndicats, associations, lobbies auraient refusé d'entendre le diagnostic et par conséquent d'accepter le traitement ...se mentir est si doux ! Mentir au parti en se proposant de suivre son programme et ses mots /maux d'ordre archaïques (les mêmes qu'on impose aujourd'hui aux candidats) et ensuite faire une politique différente. Pratique générale de nos hommes politiques dont personne ne s'offusque puisque les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

En conséquence, on ne laisse aucune chance à ceux qui entendent poser les vrais diagnostics et proposer les solutions appropriées : Rocard fut renvoyé dans ses foyers la semaine qui suivit sa remise du livre blanc sur les retraites, on ne parle pas de ce qui fâche ! Quel pays que celui dans lequel on ne peut accéder au pouvoir si l'on dit la vérité. Il faut mentir ! Les Français le savent, ils ne s'en offusquent pas : ils n'ont aucune limite et réélisent régulièrement tous les repris de justesse qui ont été condamnés. Ils admirent les Spaggiari de la politique qui échappent à la justice !

C'est une conception du politique, efficace, puisqu'elle nous conduit là où nous en sommes. La suite risque d'être moins drôle, les jeunes sans avenir, le pays en banqueroute, quelque chose qui évoque 1788 ou janvier 1848. Comme s'il fallait attendre – hors élections – des événements brusques qui aboutissent au césarisme, comme ces citoyens fatigués qui attendent un pouvoir à poigne qui mettra un terme aux libertés et à la démocratie.

Il nous appartient de réagir, la responsabilité des élections à venir dont l'enjeu est particulièrement important nous incombe totalement. À nous de renvoyer les malhonnêtes, les menteurs, incapables et irresponsables. À nous de saisir dans nos mains notre destin, en commençant par tenter de contraindre les médias d'en finir avec la propagande et la manipulation. En ce sens, Internet devient un outil qui permet de résister à la machine à décérébrer du Père Ubu des médias.

L'habitus de Ségolène

Les fouilleurs [...] ont débusqué un texte de Bourdieu, une petite vidéo qu'ils ont mise sur Internet. Ça fait florès : « Ségolène, fais-moi voir ton *habitus* ! Ségolène, tu as un *habitus* de droite ! »

C'est une fille de militaire, on ne se refait pas ! Mais est-ce une tare de plaider l'ordre juste et la valeur travail ? Il est vrai que, pour quelques-uns ces mots sont l'obscénité même. L'ordre injuste, on connaît, on est en plein dedans. Je ne suis pas sûr que cela indispose une partie importante des employés et ouvriers - des rmistes, des sans boulot, des emplois précaires, ou de ceux pour lesquels les 35 heures ont été synonyme d'appauvrissement - que la gauche a perdus. Ceux-là ne se sentent pas le cœur à défendre les régimes spéciaux de retraites puisqu'ils n'ont parfois pas de régime du tout, sauf le régime sec.

Curieusement le SMIC a plus augmenté sous Raffarin que sous la fin de règne de Jospin qui, voulant se faire élire à tout prix, menait la politique du chien crevé au fil de l'eau, la même dont s'inspira parfois (pas sur tout) Raffarin : *je lance une idée, j'attends la réponse de l'opinion publique. Si ça ne marche pas, je la retire.*

Mitterrand, lui, avait au moins fait voter l'abolition de la peine de mort, malgré l'opposition de l'opinion publique. Il est vrai que l'exécution de Ranucci avait causé un grand malaise qui perdure, car il est possible, vraisemblable que celui que Giscard s'est refusé de gracier était peut-être un innocent. En outre lors de l'arrestation de Patrick Henri, au même moment, les duettistes Poniowski et Lecanuet étaient montés au créneau, réclamant la tête de l'assassin à la télévision. L'opinion publique, favorable à la peine de mort, jugea cette sortie obscène et ce franchissement de la ligne jaune permit à Badinter de sauver son client, puis d'obtenir ensuite l'abolition.

Les plus vulnérables ont quitté une gauche qui, défendant sa clientèle, les avait abandonnés, ou au moins oubliés. Ils envisageront peut-être, cette fois, de ne pas se réfugier dans l'abstention, de ne pas voter Le Pen...s'ils perçoivent que, pour une fois, ils ont une chance d'exister, d'être pris en considération, si les choses changent, si un ordre juste vient remplacer le règne de la Nomenklatura, ou le désordre injuste qui ne profite qu'à certains.

Un discours moral, une éthique du politique paraît dans le discours. Pourquoi ne pas essayer ? Si cette fois cela changeait. Il existe bien, sur notre continent des démocraties équilibrées où le mot justice a un sens, où les responsables sont comptables des deniers publics, où ils ne cumulent pas les mandats, ne squattent pas les palais de l'État pendant des décennies, où ils paient jusqu'à leurs timbres et leurs communications téléphoniques. En démocratie, l'homme politique est au service de l'État ; en France il se sert de l'État et gratifie au passage sa famille, ses amis, sa clientèle. Les plus vulnérables de nos concitoyens savent désormais qu'ils n'ont rien à attendre, ni des extrêmes, ni du maintien des hommes de l'appareil, de la caste qui nous gouverne, qui forment un État dans l'État : le Tout-État.

Curieusement les délateurs qui dénoncent l'*habitus* de Ségolène, comme étant de droite, n'évoquent pas ce que fut l'*habitus* de Mitterrand avant d'être le héraut/héros de la gauche.

Quelques mots sur l'*habitus* de Mitterrand

Mitterrand fut, chacun en convient, un homme très adroit dont l'*habitus* politique fut longtemps très à droite. Je vous livre ici quelques éléments que vous pourrez retrouver aisément sur Internet (sur le site <http://fr.wikipedia.org/>, par exemple).

Dans sa jeunesse, il est proche de la cagoule et des camelots du roi et manifeste avec l'Action Française le 1^{er} février 1935, pour réclamer « *La France aux Français* » et dénoncer « *L'invasion métèque* ».

Maréchaliste, il est décoré de la Francisque en mars-avril 1943, avant de rejoindre la Résistance. Ses liens avec le personnel de Vichy perdureront bien au-delà de la guerre et de la libération ; lors des présidentielles de 1965, l'Action Française menée par Tixier Vignancour reporte ses voix sur lui ; ce n'est pas une tare, un signe, tout au plus.

Sous la quatrième République il siège à l'UDSR, aux côtés de Robert Hersant, et conserve des liens étroits avec Pierre Guillaïn de Bénouville, trésorier du RPR et le numéro deux de Dassault qui avait suivi la même trajectoire (liens avec l'extrême droite, engagement près du Maréchal et Résistance. Bénouville est considéré par certains, à tort ou à raison, d'avoir joué un rôle dans l'arrestation de Jean Moulin).

Mitterrand fut, on le sait, un vif partisan de l'Algérie Française : « *L'Algérie c'est la France, la négociation c'est la guerre* », c'était le fait de l'opinion publique majoritaire, au moins en 1954, mais il fut en outre Ministre de la justice dans le sinistre gouvernement Mollet – 1^{er} février 1956, 13 juin 1957 – dont Mendès-France démissionna au bout de trois mois refusant de cautionner la politique algérienne menée par le leader du parti socialiste -. Mitterrand participa sans broncher aux décisions les plus injustifiables du moment y compris les pouvoirs spéciaux qui permirent au pouvoir civil de se décharger sur les militaires de la responsabilité de la bataille d'Alger. Il était évidemment au courant de l'arbitraire, de la déportation de populations civiles, des camps de regroupement des tortures et autres exactions que Rocard dénonça dans deux rapports, en 1957 et 1959. Sans doute le rappel de ces faits ne devait-il guère plaire à Mitterrand. Des textes rédigés par un homme de la deuxième gauche, un traître, en somme, tandis que lui était un vrai homme de gauche, rappelant les mânes de Jaurès et de Blum, quel plaisir *post mortem* pour eux n'en doutons pas.

Ne doutons pas non plus que c'est l'*habitus* de gauche de Mitterrand qui le conduisit à amnistier le 24 novembre 81 les généraux putschistes de 1961 ! À chacun ses œuvres, Mitterrand avait son Bousquet comme Pompidou son Touvier.

Mais il convient de dire quelques mots, d'ajouter quelques opinions, entièrement subjectives, sur une partie des autres candidats déclarés.

Le couple Besancenot/Arlette

Pour eux, la chose est simple, ils veulent que la gauche ne gagne pas. « *Que la République était belle sous l'Empire !* » Notre ami Krivine découvre aujourd'hui les vertus du programme commun de la gauche qu'il ne cessa de conspuer en son temps. Faut-il en rire ou en pleurer ? Pour ses amis et lui, Jospin/Chirac c'était bonnet blanc et blanc bonnet. Les membres de la Nomenklatura, les plus riches qui ont bénéficié d'importantes déductions d'impôts, de stock-options, ceux qui vident les caisses - quand ils n'envisagent pas de s'installer en Suisse - applaudissent des deux mains à un tel discours. Pendant ce temps la charge fiscale globale augmente ; les petits et moyens contribuables doivent, eux, payer davantage.

À qui bénéficiera demain la suppression de l'impôt sur les successions ? À ceux dont l'héritage dépasse 350.000 euros. Chirac/Jospin c'est pareil vous dis-je...J'espère que Jacques n'est pas ingrat et qu'il expédie des dragées à Arlette et Ollivier tous les 21 avril.

Les plus démunis commencent à comprendre, eux, qu'ils n'ont rien à attendre du désordre ; ils savent que cela sera plus dur encore après. Ils savent en outre que, lorsque les bobos agités ne se sentent plus de joie sur les ondes de France Inter, quand la banlieue s'enflamme, c'est leur voiture qu'on brûle, alors qu'ils en ont besoin pour aller au travail.

Mais il nous faut dire un mot de notre ami Fabius, converti depuis peu - mais les nouveaux convertis sont les plus actifs - à une gauche radicale !

Fabius : une gauche sans concessions

Fabius, voilà un homme de gauche, un vrai ! Il faut voter pour lui parce qu'il a l'expérience, qu'il a été aux affaires...

Comment ne pas se rappeler, si on n'a pas « *la mémoire courte* », la fameuse expression qui surgit lors du procès de sang contaminé : « *responsable mais pas coupable* ». L'expression n'est pas, je crois, de Fabius, mais, quand on est aux affaires n'est-on pas comptable de faits de cette gravité ? Pour qui les survivants des dialysés qui ont attrapé le sida ou l'hépatite B, voteront-ils à votre avis ?

Certains se rappellent la mise en place du *plan informatique pour tous* : une bonne idée, mais pourquoi doter tous les établissements de 6 ordinateurs, qu'il y ait 100 ou 1200 élèves dans un collège ? Quelle raison a poussé le gouvernement Fabius à donner l'essentiel du marché à Thomson (qui ne fabriquait pas d'ordinateurs) plutôt qu'à Goupil et Bull qui auraient bénéficié là d'un marché induit qui est entièrement revenu depuis aux Américains et aux Japonais ? Quelle est la logique de ce choix ? La saga de cette histoire reste à écrire.

Le gouvernement Fabius n'a pas laissé à beaucoup de Français un souvenir impérissable ; beaucoup ont gardé mémoire, comme moi, d'un gigantesque décalage entre la vivacité du discours

d'investiture et la médiocrité du résultat ! Peut-on affirmer, en termes bourdieusiens, que *l'habitus* de Fabius est bien celui d'un homme de gauche, un vrai ?

En votant non à la constitution européenne, les Français se sont fait plaisir ; quel bonheur de dire merde au pouvoir. - « *Ce n'était pas là la question ! – Oui mais c'est ma réponse* » ; on connaît la chanson - . La logique de la réponse a été grandiose : les plus opposants ont été les paysans dont les revenus ne sont garantis que par les subventions européennes.

On s'est fait plaisir, maintenant il faut payer, la France est en position de faiblesse. Nous avons moins d'Europe au moment où il en faudrait davantage. Tous les socialistes européens ont essayé de nous mettre en garde. Le P.S., lui-même appelait à voter la constitution pour pouvoir l'améliorer ensuite. Notre cher Laurent, cet homme de la vraie gauche...a appelé à voter non, pour se démarquer, se faire un espace, exister quoi. Le reste, pour lui, n'a pas d'importance. Affligeant !

On s'émeut dans les chaumières, et sur Internet, parce qu'un chômeur a pu vivre 24 ans aux crochets des assédic ; c'est scandaleux, tellement que « F. chômeur professionnel », en fait un livre. Démarche insolite mais intéressante car elle possède sa propre logique.

J'aimerais quand même signaler ce qui suit :

Dans les années 75, un de mes collègues enseignant dans un lycée qui voyait passer des « *ulmars* » *cette tribu des normaliens supérieurs « de la rue d'Ulm, s'il vous plaît* » ; l'un d'eux qui était mon commensal me dit avoir fait un calcul qui le comblait d'aise. Il devait dix ans à l'Etat en tant que normalien – puisque l'État lui payait ses études - ; il était satisfait de constater que pendant ces dix années, il n'aurait effectivement travaillé que trois ans, puisqu'il venait d'obtenir, après ses quatre ans d'École Normale, un détachement de trois ans, à la fondation Thiers, pour préparer sa thèse de doctorat. Difficile à entendre pour le maître auxiliaire taillable et corvéable à merci que j'étais, depuis dix ans. Jean d'Ormesson expliquait voici quelques jours chez Ruquier que pendant les mois qu'il passa dans un ministère, il ne faisait rien, rien ! Combien d'autres en ont profité, comme lui, pour écrire maints romans dont ils ont pu, leurs relations aidant, faire la promotion dans tous les médias.

Revenons-en à notre ami Fabius, et à quelques autres.

Je vous incite à aller visiter le site : <http://reparti.free.fr/retdepv.pdf>, vous verrez comment nos hommes politiques cumulent : « *Laurent Fabius et Alain Juppé, toujours saisis, eux, par le virus de la chose publique [...] ont liquidé leur pension de fonctionnaire, qu'ils cumulent désormais avec leur indemnité de parlementaire. Depuis le 21 août 1996, l'«ex-plus jeune Premier ministre de la France» bénéficie de ses droits à pension du Conseil d'Etat, soit environ 2 500 euros par mois. Un revenu qui s'ajoute à son indemnité de membre de l'Assemblée nationale, où il siège depuis 1978.*

Alain Juppé l'a imité en novembre 2002, en prenant sa retraite de l'Inspection des finances. Rien à dire : il a cotisé plus de trente-sept ans et demi - exactement trente-huit ans et trois mois.

Aussi, à ce titre, Alain Juppé devrait toucher une pension mensuelle de 3 614 euros. Si l'on ajoute ses indemnités perçues comme parlementaire, maire de Bordeaux et président de la communauté urbaine, plafonnées, depuis une loi organique du 25 février 1992, à 7 608 euros...[...] Ce n'est pas un hasard si 160 députés - sur 577 - sont issus de la fonction publique. [...] Le député de Bordeaux et son collègue de la Seine-Maritime ne sont pas les seuls à bénéficier du cumul entre retraite et indemnité parlementaire. Ainsi, par exemple, en 2003, Claude Goasguen, député (UMP) de Paris, a, à 58 ans, demandé sa retraite d'inspecteur général de l'Education nationale. Quant à Lionel Jospin, il avait fait coup double en 2002, à l'âge de 65 ans, en prenant sa retraite de député et de ministre plénipotentiaire. »

Vous verrez combien ils sont nombreux, nos élus, qui défendent bec et ongle le droit de toucher une retraite pour laquelle ils ont certes cotisé, mais sans remplir la fonction correspondante...

« Il faut que les pauvres soient très très pauvres pour que les riches puissent être très riches », affirme très justement Don Salluste (Louis de Funès) dans *La folie des grandeurs*.

DSK : Sur DSK, je n'ai, pour l'instant, pas grand-chose à dire. Il a un certain talent, mais où habite exactement ce député et maire adjoint de Sarcelles ? Je sais, c'est une coutume aussi vieille que la droite et la gauche et le cumul des mandats. Mais si on supprimait les délocalisations, les parachutages et le cumul des mandats, la démocratie se porterait mieux, soyez-en assurés !

Le Pen : Oui, bien sûr, 78 ans, une jeunesse ! Du coup, Chirac hésite, il referait bien un mandat ; enfin il a pris ses dispositions pour cloisonner d'éventuelles poursuites pénales, il peut dormir tranquille, et nos juristes constitutionnalistes continuent de parler – sans rire - de séparation des pouvoirs.

En France, on les aime nos vieux. Quand on pense que Clinton ne sait plus quoi faire, que Blair va quitter le pouvoir, après dix ans, à 53 ans !

Revenons au vote pour Le Pen, nous connaissons, vous et moi, de ces protestataires qui ont voté pour lui le 21 avril - pour donner un avertissement à Jospin – pour lequel ils entendaient voter au second tour. Le Pen présent au second tour, ils ont voté pour Chirac ! Une façon de se mettre en jambes avant de voter non à la Constitution, au nom du plan B/Blair, bien sûr. C'est là affirment avec les plus grand sérieux nos politologues distingués (ils le sont tous, évidemment !), une preuve indéniable d'intelligence et de maturité politiques.

De Villiers : certes il est plus jeune. Si ça vous tente, moi non, pas vraiment.

Chevènement : Il hésite à se relancer ; il devrait y aller, il est tellement drôle, et puis il fait rire les gosses quand il enfile les habits du général et lève les bras. Les manches balancent dans le vide, l'effet est imparable : le Chevènement de Belfort est un homme précieux !

Sarkozy : L'imprévisible impresario, parfois il dit des choses justes, mais j'avoue qu'il m'inquiète sérieusement. C'est curieux, certains propos de ses conseillers sur la limitation des mandats et le renforcement du parlement et des corps intermédiaires, comme les syndicats, peuvent convenir à un démocrate cohérent ; rien à redire à cela, mais l'essentiel de la pratique du postulant Sarkozy semble aller en sens inverse.

Il faudra exiger pendant la campagne que les candidats s'engagent clairement et donnent des garanties sur leurs choix et leurs pratiques à venir.

Bayrou : Le cas Bayrou doit susciter de l'intérêt, dans la mesure où il tente de faire évoluer les pratiques habituelles, de mettre clairement en évidence les vrais enjeux du moment et la gravité de la situation. Il attire ainsi l'attention non seulement des membres de son parti [mais il aura à compter avec la défection de tous ceux qui craignent pour leur réélection], et de citoyens qui ont une sensibilité centriste, mais encore de ceux qui souhaitent que la gouvernance ne se réduise pas à une alternance droite-gauche qui engendre la stérilité.

Jusqu'où ira-t-il ? Cela dépend en partie de lui et de la campagne qu'il va mener, de l'action et du rôle des médias, voire de leur capacité et/ou volonté de nuisance, et aussi également des fautes des candidats des deux grands partis et de leurs luttes fratricides.

Voici un petit état des lieux ce jour, le 10 octobre 2006. C'est de notre avenir à tous qu'il s'agit, soyons exigeants, on ne l'est jamais assez, avec soi et avec ceux dont dépendra notre avenir et celui de nos enfants. Rappelons-nous que, comme l'entendait Tocqueville, il n'est de bonne politique qu'appuyée sur une éthique.

Le 10 octobre 2006

Jean-Louis Benoît

Pour compléter cette approche, vous pouvez lire, si ce n'est pas déjà fait, le texte : *Restaurer la démocratie*.